

11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2009, les économies avancées ont traversé la plus forte récession de l'après-guerre. Fin 2008 et début 2009, la récession atteint son paroxysme, mais dès le deuxième trimestre 2009, des signes de stabilisation de l'activité se font jour, et la reprise de l'activité se confirme au second semestre. Elle se manifeste cependant de façon hétérogène entre les différentes économies, en particulier en Europe.

En 2009, le **produit intérieur brut** de la France recule de 2,6 % en moyenne annuelle, après + 0,2 % en 2008 et + 2,4 % en 2007. Corrigée du nombre de jours ouvrables, la baisse est un peu moindre (- 2,5 %). Entamée au printemps 2008, la contraction de l'activité s'est accentuée en fin d'année 2008 et au premier trimestre 2009. Même si l'économie croît à nouveau depuis le printemps 2009, le décrochage n'est pas résorbé : l'activité demeure fin 2009 à un niveau proche de celui observé trois ans auparavant. L'investissement des entreprises non financières se contracte (- 8,0 % après + 2,4 %) et comme lors des précédentes phases de fort ralentissement ou de récession, les entreprises déstockent massivement. À lui seul, le déstockage réduit le PIB de 1,9 point sur l'année (- 0,3 point en 2008).

Les flux d'échanges extérieurs se contractent fortement. Le recul des exportations en volume (- 12,4 % après - 0,5 % en 2008) est sans précédent depuis l'après-guerre, tout comme celui des importations (- 10,7 %

après + 0,6 %). En valeur, le solde extérieur se redresse légèrement tout en restant déficitaire, à - 1,9 point de PIB.

En revanche, la consommation des **administrations publiques** accélère sous l'effet du plan de relance et celle des **ménages** résiste. La baisse de l'inflation soutient le **pouvoir d'achat** des ménages ; leur taux d'épargne augmente. Les dépenses de consommation des ménages progressent de nouveau en 2009. Les achats de produits manufacturés renouent avec la croissance sous l'effet des achats d'automobiles avec la mise en place du dispositif de « prime à la casse ».

En 2009, la **valeur ajoutée** des sociétés non financières baisse plus vite que la rémunération de leurs salariés (- 3,9 % contre - 1,4 %). L'excédent brut d'exploitation qu'elles dégagent recule nettement (- 9,4 % après + 1,9 %). Leur **taux de marge** diminue de 1,8 point pour s'établir à 29,8 % de la valeur ajoutée. Le solde net des revenus de la propriété des sociétés non financières se détériore : les dividendes qu'elles reçoivent baissent, alors que les dividendes qu'elles versent progressent légèrement. Au total, leur épargne baisse de 9,7 % dans le prolongement de l'année précédente. Dans le même temps, ces sociétés coupent dans leurs dépenses d'investissement, si bien que leur taux d'autofinancement est quasiment stable, après une chute de plus de 10 points en 2008. ■

Définitions

Formation brute de capital fixe (FBCF) : acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Valeur ajoutée : un des soldes du compte de résultat. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Administrations publiques, consommation finale des ménages, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), pouvoir d'achat, produit intérieur brut (PIB), revenu disponible des ménages : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2010.
- « Les comptes de la Nation en 2009 – une récession sans précédent depuis l'après-guerre », *Insee Première* n° 1294, mai 2010.
- « Les comptes des administrations publiques en 2009 », *Insee Première* n° 1293, mai 2010.
- « La conjoncture économique, sociale et environnementale en 2010 », *Avis et rapports*, Conseil économique, social et environnemental, mars 2010.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Ressources et emplois de biens et services à prix courants

en milliards d'euros

Ressources	2008 (r)	2009	Emplois	2008 (r)	2009
Produit intérieur brut (PIB)	1 948,5	1 907,1	Consommation finale	1 562,3	1 582,6
Valeur ajoutée au prix de base	1 750,5	1 721,7	Dépense de consommation des ménages	1 083,8	1 084,6
Impôts sur les produits	210,6	201,1	Dépense de consommation des APU	451,4	469,8
Subventions sur les produits	- 12,7	- 15,7	Dépense de consommation des ISBLSM	27,0	28,2
Importations	563,2	476,6	Formation Brute de Capital Fixe	424,6	392,1
			Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeur	0,9	0,9
			Variation de stocks	4,1	- 31,4
			Exportations	519,9	439,6
Total des ressources et des emplois	2 511,7	2 383,8			

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

FBCF par secteur institutionnel

	2009 en milliards d'euros	Évolution en volume ¹ en %		
		07/06 (r)	08/07 (r)	09/08 (p)
Sociétés non financières ²	204,3	8,1	2,4	- 8,0
Sociétés financières ²	13,7	- 5,5	9,5	- 16,2
Administrations publiques	63,9	4,4	- 2,8	0,5
Ménages ³	106,6	4,6	- 2,7	- 8,7
ISBLSM	3,6	11,4	15,3	10,9
Total	392,1	6,0	0,5	- 7,1

1. À prix chaînés.

2. Y compris entreprises individuelles.

3. Hors entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels

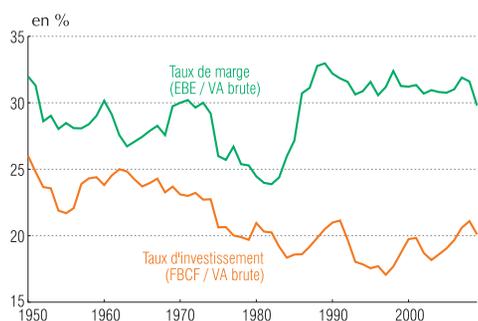
en milliards d'euros

	2007 (r)	2008 (r)	2009
Entreprises non financières	- 49,4	- 64,4	- 22,9
Entreprises financières	0,9	15,6	23,9
Administrations publiques	- 51,8	- 65,0	- 144,4
Administration centrale	- 43,9	- 55,4	- 114,8
État	- 39,7	- 55,5	- 117,6
ODAC	- 4,2	0,1	2,8
Administrations locales	- 7,6	- 8,7	- 5,6
Administrations de sécurité sociale	- 0,2	- 0,9	- 24,0
Ménages ¹	60,1	61,2	88,4
ISBLSM	- 0,3	0,0	0,9
Nation	- 40,5	- 52,6	- 54,1

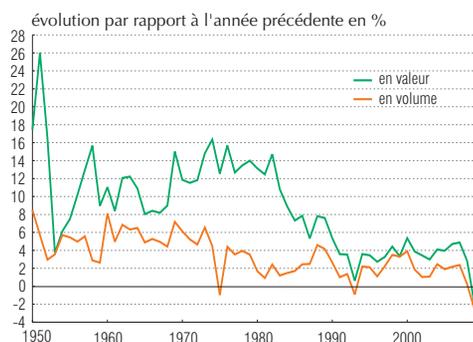
1. Y compris entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières



Évolution du PIB en France



Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

	2008 (r)	2009 (p)
Produit intérieur brut	30 379	29 571
Revenu disponible brut des ménages	19 965	20 061
Dépense de consommation finale des ménages	16 897	16 817
Épargne brute des ménages	3 068	3 243
Capacité de financement des ménages	954	1 371

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

PIB par habitant dans l'Union européenne

en indice base 100 pour l'UE à 27

	2008 (r)	2009 (p)	2008 (r)	2009 (p)	
Allemagne	116	116	Lettonie	57	49
Autriche	123	123	Lituanie	62	53
Belgique	115	115	Luxembourg	276	268
Bulgarie	41	...	Malte	76	78
Chypre	96	98	Pays-Bas	134	130
Danemark	120	117	Pologne	56	...
Espagne	103	104	Portugal	78	78
Estonie	67	62	Rép. tchèque	80	80
Finlande	117	110	Roumanie
France	108	107	Royaume-Uni	116	116
Grèce (p)	94	95	Slovaquie	72	72
Hongrie	64	63	Slovénie ¹	91	86
Irlande	135	131	Suède	122	120
Italie	102	102	UE à 27	100	100

1. Ruptures de série en 2008 et en 2009.

Champ : les chiffres de base sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat.